



**DDI DDT(M) - DDPP
DDCS - DDCSPP**

UNSA Fonction Publique 21 Rue Jules Ferry 93177 Bagnolet CEDEX
01 48 18 88 29 • unsa-fp@unsa.org • www.unsa-fp.org



CHSCT des DDI du 22 janvier 2021

Après la tenue, le 8 janvier, d'une réunion informelle consacrée uniquement au Covid-19, le CHSCT des DDI s'est réuni officiellement le 22 courant, première réunion suivant la création des SGCD. A cette occasion, dans sa déclaration liminaire, l'UNSA a fait état de l'état de fatigue des personnels et d'une anxiété perceptible, consécutive à cette restructuration et réforme structurelle malvenue dans cette époque de crise sanitaire aiguë. Les représentants UNSA ont insisté sur les nombreux désordres locaux (par exemple, les faibles taux de retours des enquêtes hebdomadaires Covid), désordres dont la cause est à rechercher dans les mouvements de personnels et de missions assortis de transferts immobiliers effectués à l'arraché en fin d'année 2020.

Enquêtes hebdomadaires Covid-19 et télétravail :

Télétravail : Les enquêtes hebdomadaires (réalisées pour la première fois via les SGCD avec un taux de réponse de 63 % au lieu des 80 habituels) font apparaître un plateau aux alentours de 2,44 jours télétravaillés par semaine et par agent. Aucune DDI n'affiche un nombre de 5 jours. 90 % des DDI ayant répondu permettent un télétravail entre 1 et 3 jours maximum. L'UNSA a rappelé que le télétravail continue à être un frein efficace au développement de la pandémie et qu'il est sous-utilisé dans certaines DDI.

L'UNSA demande qu'une communication soit envoyée aux structures pour rappeler que le télétravail reste la règle durant l'état de crise sanitaire en 2021 et insiste pour que les textes consolidés, longuement discutés dans le cadre du dialogue social et sur lesquels il y a eu accord, soient diffusés en DDI.

Etat sanitaire Covid : Le 19 janvier, il ne reste plus que 19 DDI (sur 159 ayant répondu) n'ayant eu aucun malade depuis mars 2020. 787 cas confirmés ont été recensés depuis le début de la pandémie sur le total de toutes les DDI dont 45 malades (sur 144 DDI) pour la seule première quinzaine de janvier 2021.

L'UNSA considère, faute d'un RETEX complet sur la gestion de cette crise sanitaire, que nous ne sommes pas préparés à un troisième confinement et que nombre de protocoles, notamment de nettoyage des locaux (zones de contacts) et des véhicules, ne sont plus appliqués sous le prétexte fallacieux de manque de crédits.

EPI : Des masques attachables par lanières non élastiques n'épousant pas correctement les formes du visage avaient été distribués aux IPCSR.

Répondant à la demande de l'UNSA, la DPSR a annoncé que 141 000 masques conformes de catégorie 1 seront distribués d'ici la fin du mois de janvier aux IPCSR.

S'agissant par contre des masques FFP2, malgré la **revendication renouvelée de l'UNSA pour en doter les agents les plus exposés** (contrôles, inspections, accueil...), l'administration s'en tient à la doctrine nationale : leur distribution restera limitée aux professionnels de santé ou à certaines circonstances spécifiques. S'agissant des masques en tissu distribués aux agents depuis mars 2020, leur classement en catégorie 1 a été confirmé.

Compte tenu des remontées et alertes des organisations syndicales, une note de rappel des bonnes pratiques (gestes barrière, nettoyage des locaux et véhicules...) devrait être adressée aux DDI. L'UNSA en souhaite la diffusion urgente.

Mise en place des SGCD au 1er janvier 2021 : l'UNSA a rapporté de nombreuses alertes locales, l'anxiété de nombreux agents face à un Règlement Intérieur parfois restrictif, l'impression d'être noyé dans des schémas d'organisation pour le moins imprécis et des difficultés importantes matérielles (téléphoniques, immobilières, mobilières...). Au contraire, l'administration, dans toutes ses composantes, se félicite des conditions de cette mise en place et minimise tous les aspects négatifs allant du désormais (pour eux seuls) faible nombre de postes vacants à la signature en cours des contrats de services. De même, le bilan de situation des agents ayant refusé d'être affectés dans les SGC et sans affectation à ce jour ne serait pas inquiétant alors que seulement 39 lettres de mission ont été signées pour l'ensemble de ces agents.

Au vu de ce constat auquel il fallait s'attendre compte tenu de l'entêtement à constituer les SGCD quel que soit le contexte, l'UNSA appelle l'administration à la plus grande vigilance quant à l'accompagnement des agents et à l'accroissement des risques psycho-sociaux.

Grippe aviaire dans le Sud-Ouest : A la demande de l'UNSA, un point d'étape est effectué sur cette crise importante qui a déjà vu l'abattage de 2 millions de canards. Il est confirmé qu'en cas de mise en œuvre d'un 3^{ème} confinement, les effectifs affectés provisoirement en renfort bénéficieront d'une attestation qui leur permettra de rejoindre leur lieu initial d'affectation.

Baromètre social 2020 : L'administration présente le baromètre social 2020 établi à partir d'une enquête réalisée entre le 28 septembre et le 13 novembre 2020 et à laquelle 7642 agents ont répondu (taux exploitable de 29 % des effectifs). Particulièrement dense, ce bilan fait notamment apparaître que :

- De moins en moins d'agents ont confiance en l'avenir, que ce soit pour la qualité de vie au travail, ou pour le devenir de leurs missions et la pérennité de leur service.
- 45 % des agents considèrent leur charge de travail inadaptée et 41 % n'ont pas le temps d'exercer leur travail dans des conditions satisfaisantes.
- Plus de 10 ans après la création des DDI, la majorité des agents n'estiment pas partager une culture commune avec tous leurs collègues.
- 38 % des agents trouvent insatisfaisant l'accompagnement RH de proximité.
- Point positif, moins d'agents (mais quand même un sur trois !) déclarent avoir subi des agressions, qu'elles soient verbales ou physiques. Cette amélioration n'est cependant pas mise en parallèle avec la diminution nette de l'accueil du public, diminution pourtant évidente, conséquence pour partie de la dématérialisation des procédures et de la numérisation.

L'UNSA alerte l'administration sur la mise en lumière de plusieurs facteurs de souffrance au travail et demande que les CHSCT se saisissent de ces sujets, notamment en actualisant leur plan de lutte contre les RPS.

Pointant l'insatisfaction en termes de RH de proximité, l'UNSA considère que l'éloignement de celle-ci, désormais située dans les SGCD, n'améliorera pas la situation.

Feuille de route 2021 du CHSCT DDI : L'administration propose de retenir dans la feuille de route la mise en place d'un groupe de travail sur les violences sexistes et sexuelles, suivant ainsi la demande unanime des organisations syndicales. Cependant, l'UNSA rappelle que les textes sur ce sujet sont existants et complets, issus en particulier d'accords négociés et qu'il convient donc dans ce groupe de travail de se limiter à la mise en œuvre de ceux-ci au sein des DDI.

L'UNSA souhaite par ailleurs que la crise sanitaire reste un fil rouge du CHSCT des DDI et rappelle que le retour d'expérience des différentes phases de celle-ci reste une demande prioritaire, toujours pas satisfaite !